



A l'heure où le covid-19 fait des ravages, de nombreux organismes dont le fond monétaire international, accordent des subventions à certains pays africains, qu'en est-il du cameroun ?

En effet, il semble que le Cameroun n'a pas encore reçu de soutien et l'opinion publique s'interroge. Certains parlent du manque de crédibilité de la signature du pays et d'autres soulèvent une réticence affichée du fait des défis politiques internes. Mais la réalité ne semble pas aussi tranchée. Déjà, plusieurs pays n'ont toujours pas reçu l'accompagnement du FMI.

Le dossier de la Côte d'Ivoire, qui est aussi leader de sa sous-région (Uemoa), sera seulement examiné ce 17 avril 2020. L'examen du dossier du Cameroun ne figure pas dans l'agenda du conseil d'administration pour la semaine en cours, mais des sources internes au FMI affirment qu'il sera examiné le 28 avril prochain. Le gouvernement se montre discret sur la procédure engagée auprès de l'institution de Bretton Woods.

Mais on sait que déjà le 7 janvier 2020, les responsables camerounais ont écrit au FMI pour solliciter sa tolérance dans le respect de certains indicateurs au titre du programme économique qui devrait s'achever en juin prochain. En ce moment-là, le Covid-19 n'était pas encore une préoccupation majeure pour le pays. Et dans le cadre de la Facilité rapide de crédit, le FMI examinera la possibilité d'accorder au Cameroun une assistance qui pourrait atteindre 110

milliards de FCFA. Mais cette assistance du Fonds n'est pas un don.

Il s'agit d'une dette supplémentaire comme on l'a noté avec le Gabon. Or, la question de l'endettement du Cameroun est devenue un point de friction entre le Cameroun et l'institution de Bretton Woods. Malgré les cages présentées par l'administration, le risque de surendettement du Cameroun est considéré comme étant très élevé. Le pays n'a pas annoncé de mesures à coût de centaines de milliards de FCFA comme on l'a entendu dans d'autres territoires de la région. L'évaluation du FMI devrait prendre en compte le fait que le Cameroun a une meilleure flexibilité budgétaire, pour opposer une meilleure résilience à ce choc. En l'absence d'une évaluation complète, la prudence affichée par les autorités camerounaises semble compréhensible.
